



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien 25-31 octobre 2017

Aperçu général

- La semaine a été marquée par l'explosion d'un tunnel terroriste du Jihad Islamique Palestinien en Israël, près de la barrière de sécurité. Jusqu'ici, les noms de sept morts ont été publiés, dont cinq membres du JIP, le commandant de la brigade centrale des camps et son second, et deux membres du Hamas (qui ont aidé à secourir les victimes du tunnel).
- Le Hamas a imputé la responsabilité de l'incident à Israël, affirmant qu'il tente de torpiller l'accord de réconciliation palestinienne. Le JIP a menacé de riposter aux "crimes d'Israël", et a ajouté que l'accalmie avec Israël était terminée. Dans les faits, ces organisations n'ont pas riposté.
- L'explosion du tunnel confirme le problème auquel fait face Mahmoud Abbas dans ses tentatives de plébisciter le processus de réconciliation palestinienne interne. Alors que les prérogatives du gouvernement doivent être remises à l'AP (y compris le contrôle des terminaux), Abbas n'a aucune influence sur les questions de base comme le désarmement des infrastructures terroristes (dont les tunnels). Le Hamas était et demeure la véritable "adresse" dans la bande de Gaza pour la question de la confrontation avec Israël malgré une image extérieure de réconciliation et de transfert des prérogatives à l'AP.
- Le 2 novembre 2017 devait marquer le centième anniversaire de la Déclaration Balfour. L'AP et les divers organismes prévoient d'organiser une vaste campagne qui comprendra des défilés et des manifestations en Judée-Samarie et à l'étranger (Grande-Bretagne). Le ministre des Affaires étrangères de l'AP a affirmé que des préparatifs étaient en cours pour déposer des plaintes contre la Grande-Bretagne, l'appelant à réparer les "droits historiques" des Palestiniens et à modifier "l'erreur historique".

Tsahal détruit un tunnel terroriste en territoire israélien

- Le 30 octobre 2017, le porte-parole de Tsahal a annoncé que **les forces de Tsahal ont détruit un tunnel terroriste en construction qui courrait en territoire israélien, près de**

la barrière de sécurité dans la région de Khan Yunis (dans le Centre de la bande de Gaza). Le tunnel entrainait en territoire israélien près de Kissufim. Tsahal suivait la construction du tunnel, qui n'était pas encore opérationnel, et était situé dans un secteur où la nouvelle barrière n'a pas encore été érigée.



**La fumée de l'explosion dans le tunnel, à l'Est de Khan Yunis
(Compte Twitter Palinfo, 30 octobre 2017)**

► **Le tunnel appartenait au JIP.** Jusqu'à présent, les noms de sept morts ont été rendus publics. Ils ont été tués dans l'explosion ou dans les tentatives d'extraire ceux qui étaient prisonniers à l'intérieur du tunnel. **Cinq étaient membres du JIP et deux étaient du Hamas.** Deux des victimes étaient **Arafat Murshid Abu Abdallah**, commandant de la brigade centrale des camps du JIP, et son adjoint, **Hassan Abu Ramadan Hassnein**. Deux étaient membres de l'unité d'élite nukhba du Hamas (Site Internet des Bataillons de Jérusalem, compte Twitter Palinfo, 30 octobre 2017).



Les cinq terroristes du JIP qui ont été tués (de gauche à droite) : Arafat Murshid Abu Abdallah, commandant de la brigade centrale des camps ; Hassan Abu Ramadan Hassnein, son adjoint ; Husam al-Jihad Samiri, Ahmed Mahmoud Abu Armana, et Omar Nassar al-Falit, membres de la brigade centrale des camps (Site Internet des Bataillons de Jérusalem, 30 octobre 2017)



Les deux terroristes du Hamas qui ont été tués. Droite : Muhammad al-Agha. Gauche : Musbah Shubeir (Compte Twitter Palinfo, 30 octobre 2017)

► À la suite de l'explosion, la **branche armée du JIP** a annoncé une mobilisation générale (Filastin al-Yawm, 30 octobre 2017). Le ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza a annoncé l'évacuation de tous les postes de sécurité, bien qu'Iyad al-Bazam, porte-parole du ministère, a démenti l'annonce (Compte Twitter Qods.Press, 30 octobre 2017). Des sources palestiniennes ont condamné Israël pour l'attaque, affirmant qu'il avait violé l'accord de cessez-le-feu et qu'il essaie de saper les tentatives de réconciliation palestinienne interne. Certaines ont également menacé de se venger.

Réactions du Hamas

► **Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas**, a appelé Ramadan Shallah, le secrétaire général du JIP, pour exprimer l'appui du Hamas au JIP en "ce moment important." Il a affirmé que la mort de membres des deux organisations est la preuve de

l'unité de leur voie, de leurs objectifs et de leur sort jusqu'à la victoire et la libération (Site Internet du Hamas, 30 octobre 2017). Haniyeh a également appelé Khaled al-Batash, haut responsable du JIP dans la bande de Gaza, et a souligné l'unité de leur position dans la réponse au "crime sioniste" (Paltoday, 30 octobre 2017).

► **Le Hamas a déclaré dans un communiqué officiel** que le "crime" commis par Israël était une grave escalade de l'agression contre le peuple palestinien et une tentative désespérée de nuire à la réconciliation. Il a affirmé que la "résistance" [cf., la violence et le terrorisme] était le "droit naturel" du peuple palestinien (Site Internet du Hamas, 30 octobre 2017). La branche armée du Hamas a également accusé Israël d'être responsable et a affirmé que "le sang des morts n'aura pas été versé en vain." Le Hamas a ajouté qu'Israël serait responsable des conséquences. La branche armée a affirmé que les tentatives d'Israël de réécrire les règles d'engagement par des "crimes contre le peuple palestinien" étaient une tentative faible et que la "résistance" les connaît et qu'elles sont voués à l'échec (Site Internet des Brigades Izz al-Din al-Qassam, 30 octobre 2017). Le haut responsable du Hamas **Yahya Musa** a affirmé qu'Israël tente d'arrêter le processus de réconciliation et d'empêcher l'unité du peuple palestinien au moyen d'une escalade. Il a appelé à la création d'une salle de situation de toutes les organisations (Shehab, 30 octobre 2017).

Le Jihad Islamique Palestinien

► **La branche armée du JIP** a annoncé que le sang des victimes n'aura pas été versé en vain et que toutes les possibilités de réponse sont ouvertes (Filastin al-Yawm, 30 octobre 2017). L'organisation a également déclaré que les tunnels font partie de sa politique de "dissuasion" [contre Israël] (al-Aqsa, 30 octobre 2017). **Le porte-parole du JIP Da'ud Shehab** a déclaré que l'attaque israélienne était une déclaration de guerre et que dans les prochaines heures, la nature de l'intervention du JIP montrerait que toutes les possibilités sont ouvertes (Filastin al-Yawm, 30 octobre 2017). **Muhammad al-Hindi, membre du bureau politique du JIP** a déclaré que **l'accalmie avec Israël avait pris fin et que la punition serait à hauteur du crime** (al-Mayadeen, 30 octobre 2017). Le **haut responsable du JIP Khaled al-Batash** a déclaré qu'Israël les avait surpris avec une tentative évidente de remanier les cartes. Il a affirmé qu'ils ne permettraient pas à Israël de déterminer les règles d'engagement ou de violer l'accord de cessez-le-feu et a ajouté que **le JIP est prêt à répondre aux "crimes"** (al-Aqsa, 30 octobre 2017).

L'Autorité Palestinienne et le Fatah

► **Rami Hamdallah, Premier ministre du gouvernement de consensus national palestinien**, a écrit sur sa page Facebook que compte tenu de la poursuite des "crimes" d'Israël contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, il est nécessaire **d'adhérer à l'unité nationale** en renforçant le front interne, en achevant la réconciliation et en unissant les forces autour de la direction légitime dirigée par le chef de l'AP. Il a également appelé la communauté internationale à prendre la responsabilité juridique et morale, à arrêter "l'agression" d'Israël et à protéger le peuple palestinien (Page Facebook de Rami Hamdallah, 31 octobre 2017)

► **Le Fatah** a publié une déclaration condamnant l'attaque et affirmant que les criminels n'échapperont pas au châtement. Selon l'énoncé, le "crime" a été commis dans le cadre de la politique du gouvernement israélien de détourner l'attention de sa culpabilité dans la corruption au détriment de la population palestinienne (Wafa, 30 octobre 2017). **Faiz Abu 'Itta, secrétaire adjoint du conseil révolutionnaire du Fatah**, a déclaré que cet événement était une violation du cessez-le-feu et une autre tentative israélienne de remanier les cartes et de détruire le processus de réconciliation. Cependant, il a ajouté qu'une réponse devait être réfléchie et qu'il est interdit à toute organisation d'opérer seule (al-Mayadeen, 30 octobre 2017).

Manifestations, affrontements et émeutes

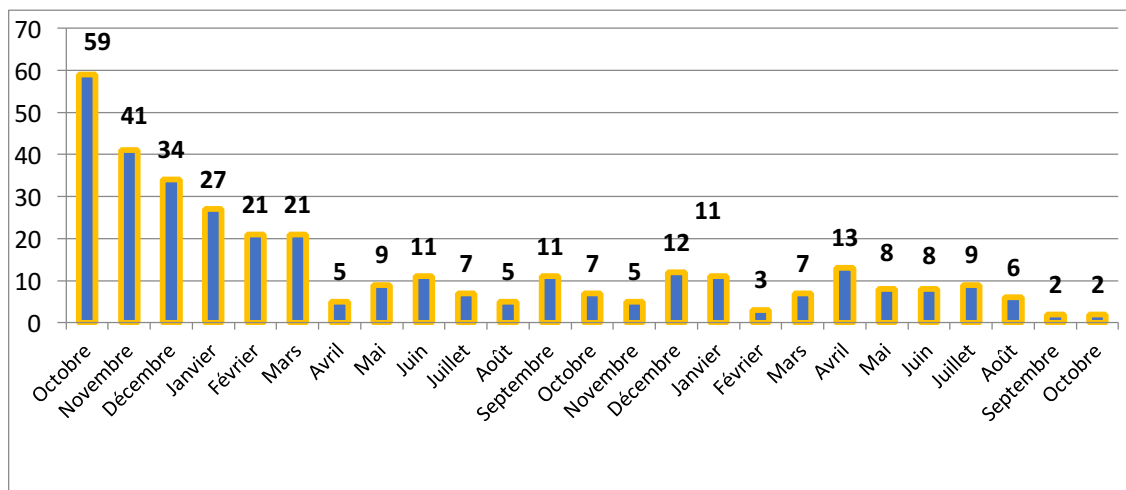
► Les émeutes et les affrontements se sont poursuivis tout au long de la semaine en Judée-Samarie. Les tirs de pierres et de cocktails Molotov se sont également poursuivis. Les forces de sécurité israéliennes ont continué leurs activités antiterroristes en Judée-Samarie, arrêtant plusieurs de Palestiniens soupçonnés d'activité terroriste et saisissant des armes. Ci-après les principaux événements :

- ◆ **Le 29 octobre 2017** - Des pierres ont été lancées sur le tramway près de **Shuafat à Jérusalem Est**. Il n'y a pas eu de victimes. Un wagon a été endommagé (Page Facebook Red Alert, 29 octobre 2017).
- ◆ **Le 28 octobre 2017** - Un garde-frontière a arrêté un membre du Hamas de Naplouse dans une voiture près de la barrière d'**Abu Dis à Jérusalem Est**. Un pistolet a été découvert dans le coffre de la voiture (Page Facebook Red Alert, 28 octobre 2017).
- ◆ **Le 26 octobre 2017** – Des cocktails Molotov ont été lancés sur des véhicules israéliens et sur un bus sur la **route 60 près de Halhul** (région de Hébron). Il n'y a pas

eu de victimes et aucun dommage n'a été signalé (Page Facebook Red Alert, 28 octobre 2017).

◆ **Le 25 octobre 2017** – Une patrouille de Tsahal a signalé des coups de feu près de l'entrée de la localité de Beit Hagai (Mt. Hébron). Il n'y a pas eu de victimes et aucun dommage n'a été signalé (Page Facebook Red Alert, 25 octobre 2017).

Principaux attentats de l'année écoulée¹



Résolution du meurtre de Reuven Shmerling

► Un acte d'accusation a récemment été déposé à l'encontre de **Yusuf Kamil et Mohammed Abu al-Rab**, tous deux de Qabatiya, qui le 4 octobre 2017, ont assassiné Reuven Shmerling d'Elkana, dont le corps a été retrouvé dans un entrepôt de Kafr Qassem. Selon l'accusation, **les deux sont entrés illégalement en Israël en Septembre 2017 à la recherche de travail.** Avant leur arrivée en Israël, ils ont décidé de mener une **attaque à l'arme blanche en représailles de la mort de leur ami Ahmed Abu al-Rab**, qui a été tué en essayant d'effectuer une attaque à la station d'essence près du carrefour de Jalameh dans la région de Jenine le 2 novembre 2015.

► **Yusuf Kamil** avait prévu de profiter de son séjour en Israël pour mener une attaque et a suggéré à Abu al-Rab de le rejoindre. Abu al-Rab a d'abord refusé. Ils ont commencé à travailler à l'entrepôt de charbon dirigé par Reuven Shmerling. Ils ont plus tard comploté pour **assassiner l'un des employés juifs travaillant dans l'entrepôt.** Ils ont acheté et caché un couperet à viande. Ils ont également acquis le numéro de téléphone d'un résident de Kfar Qassem qui devait les conduire à leur domicile après l'attaque. Le 4 octobre 2017,

¹ Les principales attaques consistent en des fusillades, des attaques à l'arme blanche, à la voiture bélier et la pose d'engins piégés et ne comprennent pas les tirs de pierres et de cocktails Molotov.

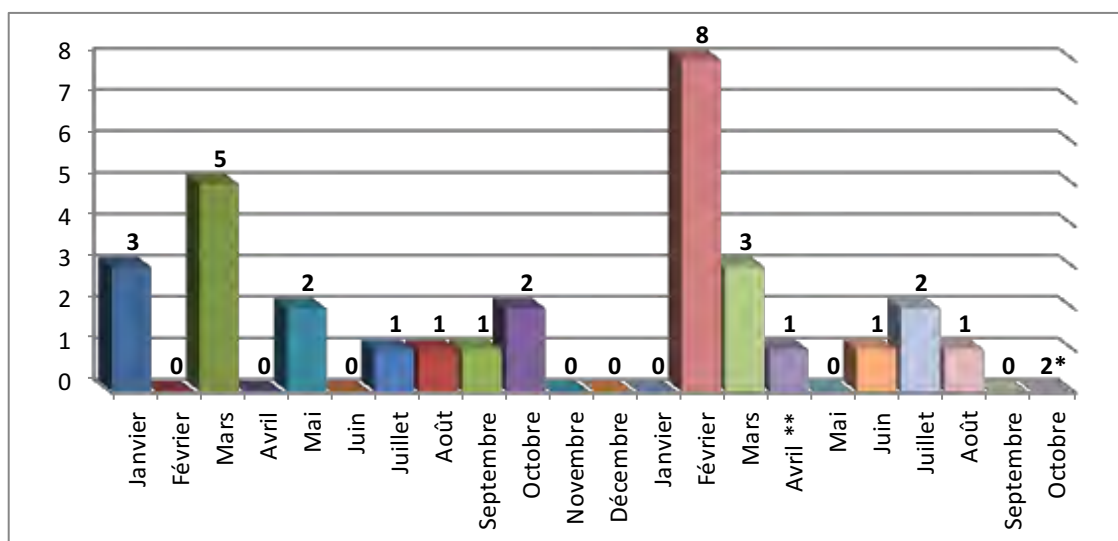
lorsque Reuven Shmerling est arrivé à l'entrepôt, ils ont décidé qu'il était temps de le tuer. Après l'avoir poignardé, ils l'ont frappé avec une pioche et un ventilateur qui étaient dans la salle. Puis ils se sont douchés, ont changé de vêtements et sont rentrés chez eux.

Le Sud d'Israël

Tirs de roquettes sur Israël

► Au cours de la semaine, aucune roquette n'a été tirée en territoire israélien.

Répartition mensuelle des tirs de roquettes

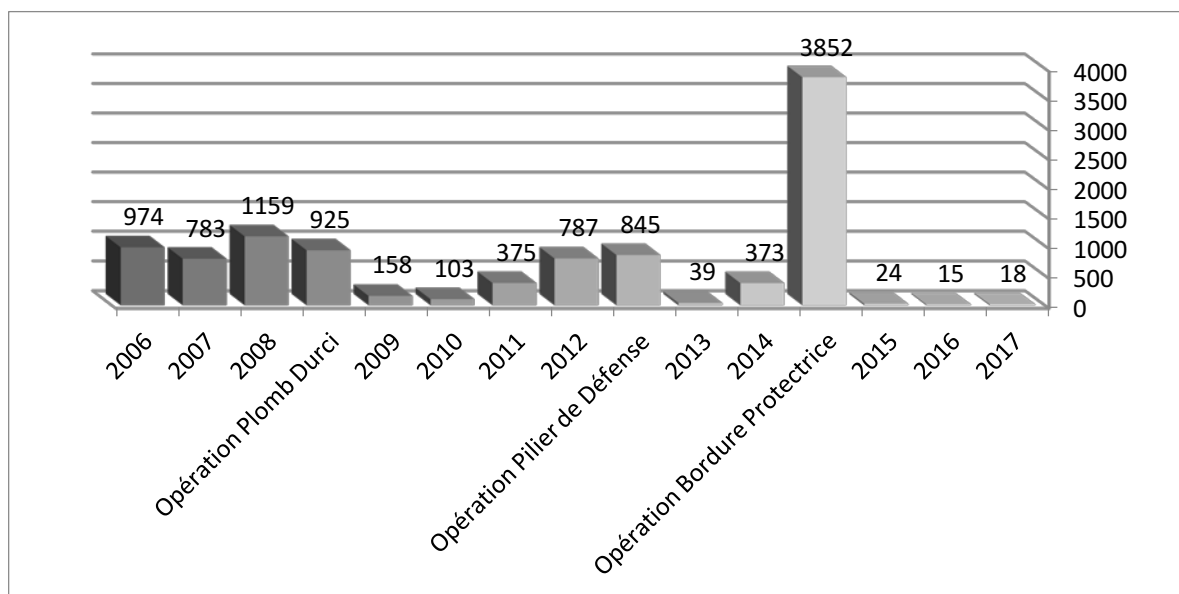


Six des roquettes tirées en Février ont été tirées depuis la Péninsule du Sinaï sur Eilat, apparemment par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Au mois d'Avril, une roquette a été tirée de la Péninsule du Sinaï et s'est abattue en territoire israélien. L'engin a été tiré par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Au mois d'Octobre 2017, deux roquettes ont été tirées du Nord de la Péninsule du Sinaï par la branche de l'Etat islamique dans le Sinaï. Les engins se sont abattus dans le secteur du Conseil régional d'Eshkol.

Répartition annuelle des tirs de roquettes



Programmes de reconstruction de la bande de Gaza

► Le gouvernement de consensus national palestinien a annoncé qu'il travaillait sur un **programme visant à améliorer la fourniture de l'électricité dans la bande de Gaza avant la fin de l'année**. Selon l'annonce, le gouvernement s'efforce de fournir tout le nécessaire, y compris les ressources financières et les plans visant à accroître les sources d'énergie dans la bande de Gaza (Wafa, 24 octobre 2017). Selon des rapports, **Zafer Milhem, président de l'autorité de l'énergie et des ressources naturelles**, a débuté ses fonctions de responsable de l'autorité de l'énergie dans la bande de Gaza, et met en œuvre un programme de rétablissement pour l'électricité dans la bande de Gaza (Wafa, 26 octobre 2017).

► **Muhammad Ashtia, membre du comité central du Fatah**, a affirmé que les plans sont prêts pour le développement de la bande de Gaza, mais que l'intervention de tous les pays du monde est nécessaire pour lever le "siège" de la bande de Gaza et mettre en œuvre la réconciliation Fatah-Hamas. Il a précisé que plusieurs suggestions ont été faites pour le développement de la bande de Gaza, telles que la construction d'un chemin de fer pour relier le Nord et le Sud, la construction d'une usine de dessalement à un coût de 450 millions de dollars et la construction d'un port et d'un aéroport (Dunia al-Watan, 26 octobre 2017).

Tentative d'élimination du commandant des services de sécurité dans la bande de Gaza

► **Une tentative d'élimination de Tawfiq Abu Na'im, secrétaire général du ministère de l'Intérieur du Hamas, est également responsable des forces de sécurité du Hamas, a été signalée**. Un engin explosif a été attaché à sa voiture dans le camp de réfugiés de Nuseirat et a explosé alors qu'il quittait la mosquée après la prière du vendredi. Abu Na'im a été légèrement blessé. Il a été traité à l'hôpital et a été libéré peu après (Palinfo, 28 octobre 2017).

► **Tawfiq Abdallah Suleiman (Abu Na'im)**, 55 ans, vient du Centre de la bande de Gaza. Il a été arrêté par Israël le 14 mai 1989, et condamné à la prison à vie pour son rôle dans la fondation de la branche armée du Hamas dans le Centre de la bande de Gaza. Deux autres membres de la cellule étaient Yahya al-Sinwar et Rawhi Mushtaha. Il a été libéré dans l'échange de prisonniers contre Gilad Shalit en 2011. Après sa libération, il a reçu le portefeuille des "prisonniers". En Décembre 2015, Tawfiq Abu Na'im a été nommé commandant des forces de sécurité interne du Hamas, en remplacement de Salah al-Din Abu Sharakh (alresalah.net et Palinfo, 27 octobre 2017). **En tant que commandant, il est**

responsable de la sécurité interne dans la bande de Gaza. Il a dirigé la construction de la zone tampon le long de la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte (alresalah.net, 29 octobre 2017).

► **Le Hamas n'a pas tardé à accuser Israël**, affirmant que son intention était de saboter la réconciliation palestinienne interne. En dépit des accusations publiques contre Israël, dans la bande de Gaza, **il semble que des salafistes soient derrière la tentative de meurtre**, en représailles aux activités préventives menées par les forces de sécurité interne du Hamas contre eux, surtout après le rapprochement du Hamas avec l'Égypte (Haaretz, 27 octobre 2017).

► **Rami Hamdallah, Premier ministre du gouvernement de consensus, a ordonné aux chefs des renseignements généraux palestiniens et à la police de se rendre dans la bande de Gaza pour enquêter sur les circonstances de l'incident.** Le **porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum** a déclaré que l'enquête sur la tentative de meurtre se poursuivait. Selon lui, les empreintes d'Israël se retrouvent dans l'incident, parce qu'Abu Na'im est un prisonnier libéré et en raison de ses positions concernant la "lutte" [cf., le terrorisme] pour la cause palestinienne (Ma'an, 28 octobre 2017). **Iyad al-Bazam, porte-parole du ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza**, a averti les médias et ceux qui utilisent les médias sociaux de ne pas répandre des rumeurs à propos de la tentative de meurtre. Il a ajouté qu'ils ne devaient se fonder que sur les annonces officielles du ministère de l'Intérieur (Safa, 27 octobre 2017).

► Les responsables du Hamas, y compris **Ismail Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas**, ont rendu visite à Abu Na'im après qu'il a été libéré de l'hôpital (Palinfo, 28 octobre 2017). **Rami Hamdallah, Premier ministre du gouvernement de consensus**, a appelé Abu Na'im pour prendre de ses nouvelles. Il a condamné la tentative de meurtre et a déclaré que les coupables seront appréhendés (Dunia al-Watan, 28 octobre 2017). Abu Na'im a remercié tous ceux qui ont exprimé leurs préoccupations et a dit qu'il allait retourner au travail bientôt. Il a affirmé que ceux qui avaient tenté de le tuer n'avaient pas atteint leur objectif et que les Palestiniens continueraient leur position ferme pour atteindre la fin du schisme interne. Il a ajouté qu'Israël voulait perturber les [plans] palestiniens au moment de vérité et qu'Israël serait le seul à profiter de la situation (al-Aqsa, 29 octobre 2017).



Droite : Véhicule d'Abu Na'im après la tentative d'élimination. Gauche : Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas, rend visite à Abu Na'im à l'hôpital Shifa à Gaza (Compte Twitter Palinfo, 27 octobre 2017)



Yahya al-Sinwar, chef du bureau politique du Hamas dans la bande de Gaza (à gauche), rend visite à Tawfiq Abu Na'im à son domicile (Compte Twitter Palinfo, 30 octobre 2017)

L'UNRWA découvre un nouveau tunnel sous l'une de ses écoles

► **Le porte-parole de l'UNRWA Christopher Guinness** a publié une annonce le 15 octobre 2017, déclarant que l'UNRWA avait découvert l'existence de ce qui semblait être un tunnel sous l'une des écoles opérant dans la bande de Gaza. Conformément au texte, l'agence a pris immédiatement les mesures nécessaires pour sécuriser l'école et sceller la cavité sous ses locaux. L'école a repris ses activités le 25 octobre 2017. Selon l'annonce, "la présence d'un tunnel sous une installation de l'UNRWA, qui bénéficie d'inviolabilité en vertu du droit international, est inacceptable. Elle place les enfants et le personnel de l'Office face à des risques. L'Office exige le plein respect de la neutralité et de l'inviolabilité des locaux des Nations Unies à tout moment. Toute activité ou comportement qui mettent les bénéficiaires et le personnel à risque, et portent atteinte à la capacité du personnel de l'UNRWA de fournir assistance aux réfugiés palestiniens en toute sûreté et sécurité, doit cesser" (Site Internet de

l'UNRWA, 28 octobre ; al-Sharq al-Awsat, 30 octobre 2017). **Le porte-parole du Hamas Abd al-Latif al-Qanu'** a refusé de réagir à l'annonce, soulignant que les personnes autorisées dans la bande de Gaza enquêtent sur l'incident (Agence de presse chinoise Xinhua, 29 octobre 2017).

► Le coordonnateur des activités du gouvernement israélien dans les territoires a annoncé sur sa page Facebook en arabe que le tunnel a été découvert dans le secteur du collège pour garçons à Beit Hanoun au Nord de la bande de Gaza (Page Facebook en arabe du coordonnateur des activités du gouvernement israélien dans les territoires, 29 octobre 2017). Ce n'est pas la première fois qu'un tunnel est découvert sous une école de l'UNRWA. Le 9 juin 2017, un porte-parole de l'UNRWA avait indiqué qu'une section d'un tunnel sous deux écoles avait été découverte dans le camp de réfugiés d'al-Maghazi dans le Centre de la bande de Gaza.²



Le collège pour garçons de l'UNRWA à Beit Hanoun au Nord de la bande de Gaza et le tunnel découvert (Page Facebook en arabe du coordonnateur des activités du gouvernement israélien dans les territoires, 29 octobre 2017)

La réconciliation palestinienne interne

Mise en œuvre de l'accord de réconciliation

Aperçu général

► Une fois l'enthousiasme initial de la réconciliation palestinienne interne passé, **les commentateurs palestiniens ont souligné que la voie de la réconciliation est longue et pleine d'obstacles.** Cependant, sur le terrain, les préparatifs sont encore en cours pour transférer l'autorité au gouvernement de consensus national. Des délégations de l'AP

² A ce sujet, voir notre article (en anglais) du 15 juin 2017 intitulé "UNRWA reported the exposure of a tunnel under two of its school in the Gaza Strip; Hamas quickly issued a denial."

continuent d'arriver dans la bande de Gaza en vue du transfert des employés de l'Autorité Palestinienne. Le Hamas est déçu et critique le retard de la levée des mesures imposées à la bande de Gaza par Mahmoud Abbas. Les questions clés n'ont pas encore été abordées, telles que l'avenir de la sécurité du Hamas et des infrastructures militaires et leurs armes.

► Dans l'intervalle, des membres du Hamas de Judée-Samarie se plaignent que l'accord de réconciliation porte uniquement sur la bande de Gaza. En outre, bien qu'il ait été signé, les forces de sécurité de l'AP continuent leurs politiques contre des membres du Hamas et ses institutions. **Fathi al Qara'wi, député du Hamas au Conseil législatif palestinien en Judée-Samarie**, a déclaré que les "détentions politiques" continuent et n'ont pas cessé "ni avant, pendant et après la signature de l'accord." Il a averti que la poursuite des détentions va jeter une ombre sur la réconciliation et a précisé que l'Autorité Palestinienne et ses forces devaient fournir une explication pour leurs actions (alresalah.net, 26 octobre 2017). Nazia Abu Awan, haut responsable du Hamas à Jénine, s'est plaint que l'accord de réconciliation ne porte que sur la bande de Gaza et n'aborde pas les mesures prises par l'Autorité Palestinienne en Judée-Samarie, les détentions des membres du Hamas et la fermeture d'institutions du Hamas en Judée-Samarie (al-Monitor, 24 octobre 2017).



Caricatures du Hamas critiquant la poursuite des "détentions politiques" en Judée-Samarie. Droite : Le chef des renseignements généraux palestiniens, Majed Faraj, tient un fusil dans une main et un détenu politique dans l'autre. En arabe on peut lire : "Réconciliation" (Compte Twitter al-Resalah, 26 octobre 2017). Gauche : En arabe on peut lire : "Détention politique" (Compte Twitter Palinfo, 30 octobre 2017)

Transfert des prérogatives à l'AP

► **Le transfert des compétences de la bande de Gaza à l'Autorité Palestinienne fait face à plusieurs difficultés.** Par exemple, **al-Adala Atira, président de l'autorité de la qualité de l'environnement de l'AP**, a annoncé qu'après une visite de deux jours dans la bande de Gaza, elle n'avait pas reçu la responsabilité du bureau de l'écologie dans la bande de Gaza, parce qu'**Ubeid Kna'an, président de l'autorité de la qualité de l'environnement du**

Hamas, a refusé de coopérer avec elle et a imposé des conditions auxquelles elle s'est fortement opposée (Paltoday, 27 octobre 2017). Saeb Nazi, président de l'autorité foncière de l'AP, a signalé après son retour à Ramallah, que Kamel Abou Madhi, président de l'autorité foncière du Hamas, a refusé de coopérer avec lui et de lui transférer ses prérogatives (Wafa, 26 octobre 2017).

Le transfert du contrôle des terminaux à l'AP

► **La première étape du transfert de l'autorité déterminée par l'accord de réconciliation est le transfert du contrôle des frontières à l'AP, qui est censé entrer en vigueur le 1^{er} novembre 2017.** Le Hamas continue de souligner qu'il est disposé à effectuer le transfert. **Iyad al-Bazam, porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas dans la bande de Gaza**, a déclaré que le contrôle des terminaux frontaliers serait effectué le 1^{er} novembre 2017, et que le ministère de l'Intérieur n'a pas l'intention de retarder la réconciliation palestinienne interne (Samaa News, 28 octobre 2017). Selon **Hashem Adwan, directeur des relations publiques et de l'information des terminaux dans la bande de Gaza**, l'Autorité Palestinienne est prête à accepter la responsabilité des terminaux début Novembre, comme convenu (Shehab, 29 octobre 2017). Il a également été rapporté qu'à compter du 31 octobre 2017, les fonds recueillis au terminal de Rafah seront transférés sur le compte bancaire du ministère des Finances du gouvernement de consensus (al-Quds, 30 octobre 2017).

► Dans le cadre du transfert d'autorité, une délégation dirigée par Nazmi Muhanna, président de l'autorité des terminaux de l'AP, s'est entretenue avec des responsables égyptiens pour discuter des méthodes de transfert du contrôle de la bande de Gaza. La délégation était composée de hauts responsables des forces de sécurité de l'AP (al-Quds, 29 octobre 2017). Une délégation de la sécurité égyptienne devrait se rendre dans la bande de Gaza pour superviser le transfert d'autorité des terminaux (Compte Twitter Sinaï News, 30 octobre 2017).

Les armes du Hamas

► Des sources du Hamas continuent d'affirmer qu'il y a des "lignes rouges" de leur point de vue et qu'ils **ne renonceront pas à la branche armée et à ses armes**. Hassan Yussuf, haut responsable du Hamas, a déclaré qu'il y a des justifications à l'existence de la "résistance" dans la bande de Gaza "sous terre ou en-dessus du sol", surtout quand Israël renonce aux droits des Palestiniens. Il a ajouté que les armes de la "résistance" ne seront jamais dirigées contre le peuple palestinien (Dunia Al-Watan, 29 octobre 2017). Une délégation de membres

de la faction du Hamas au Conseil législatif palestinien dans le Nord de la bande de Gaza a visité les positions de la branche armée du Hamas dans le Nord de la bande de Gaza. Au cours de leur visite, les membres de la délégation ont souligné que les armes de la "résistance" sont une **arme légitime qui doit être préservée** et que les Palestiniens s'opposent à toute tentative de démanteler les armes légitimes (Page Facebook de Mushir al-Masri, 26 octobre 2017).



Visite de membres de la délégation du Hamas aux positions de la branche armée du Hamas au Nord de la bande de Gaza (Page Facebook de Musheir al-Misri, 26 octobre 2017)

► Ci-après d'autres déclarations de responsables du Hamas à ce sujet :

- ◆ **Salah al-Bardawil, haut responsable du Hamas**, a déclaré que le Hamas avait accepté toutes les conditions et préparé le terrain pour la paix, en remettant les terminaux, les bureaux gouvernementaux et les autorités. Toutefois, "la ligne rouge" de son point de vue est "la résistance" et ses armes (Al-Jazeera, 25 octobre 2017).



Le membre du bureau politique du Hamas Salah al-Bardawil (Site Internet Al-Jazeera, 25 octobre 2017)

- ◆ **Saleh al-'Arouri, chef adjoint du bureau politique du Hamas**, a affirmé que le Hamas a fait de la réconciliation nationale sa priorité et est prêt à faire des concessions pour son succès. Cependant, il a ajouté que **les armes de la "résistance" sont légitimes et nécessaires à la lutte contre "l'occupation"**. Il a précisé que le Hamas

ne peut pas reconnaître le droit d'Israël à la terre de Palestine et modifier sa stratégie de "résistance" à l'occupation (al-Jazeera, 26 octobre 2017).

◆ **Musa Abu Marzouq, membre du bureau politique du Hamas**, a déclaré qu'il était temps d'arrêter de penser à désarmer la "résistance", et d'œuvrer à compléter les plans et à réaliser les objectifs communs de tous les Palestiniens (al-Qods, 26 octobre 2017).

◆ **Ahmed Bahar, vice-président du Conseil législatif palestinien**, a prononcé le sermon du vendredi dans une mosquée dans la ville de Gaza. Il a dit que les armes de la "résistance" sont légitimes pour la restauration des droits de l'homme et la libération des territoires occupés. Il a appelé tous les Palestiniens à s'unir autour de la "résistance", qui a prouvé son succès, par opposition aux négociations, qui ont échoué, parce qu'Israël ne comprend que le langage de la force (Safa, 27 octobre 2017).

◆ **Le haut responsable du JIP Nafez Assam** a déclaré que la question des armes de la "résistance" ne peut pas être incluse dans toutes les discussions, y compris les armes de la branche armée du Jihad Islamique Palestinien. En fait, il a dit, aussi longtemps que les territoires palestiniens seront occupés, le peuple palestinien a le droit légitime d'utiliser des armes (Dunia al-Watan, 28 octobre 2017).



Caricature publiée dans l'organe du Hamas dans le cadre d'un article sur le rapport d'Israël à l'armement de la branche armée du Hamas (Al-Resalah.net, 30 octobre 2017)

Les services de sécurité

► Des sources de l'AP ont déclaré au quotidien al-Hayat que **le Fatah a refusé fermement d'unir les forces de sécurité du Hamas dans la bande de Gaza avec les forces de sécurité de l'AP**. Les sources ont clairement indiqué que la délégation du Fatah qui s'est rendue au Caire a exprimé son intérêt pour réorganiser les forces de sécurité. La délégation du Fatah a

rejeté les propos de Saleh al-'Arouri selon lesquels l'idéologie des forces de sécurité doit être celle de la "résistance." La délégation du Fatah s'est également opposée aux propos de Yahya al-Sinwar selon lesquels le Hamas pourrait défendre la "résistance" et travailler à la développer. **La délégation du Fatah a précisé son refus de permettre le développement d'une situation dans la bande de Gaza identique à celle du Hezbollah au Liban.** De hauts responsables égyptiens ont suggéré que les forces de sécurité de l'AP se rendent dans la bande de Gaza pour rencontrer les forces de sécurité du Hamas afin d'élaborer un concept commun pour les forces de sécurité et leur idéologie (al-Hayat, 25 octobre 2017).

► **Le haut responsable du Hamas Moussa Abu Marzouq** a déclaré que c'était une des questions les plus complexes, parce qu'il y avait deux institutions de sécurité, l'une en Judée-Samarie et l'autre dans la bande de Gaza, avec des concepts de sécurité différents. Il a précisé que dans le passé, la question n'a pas été examinée de manière approfondie. Cependant, il a ajouté que dans les récentes négociations avec le Fatah au Caire, les deux mouvements ont décidé que la question était sensible, et ne pouvait, par conséquent, être jugée dans la précipitation. Il a ajouté que les Egyptiens surveilleraient les progrès de la question et joueraient un rôle central. Il a ajouté qu'une condition pour le succès de l'accord de réconciliation était que personne ne s'en mêle, surtout pas Israël ou les États-Unis (al-Quds, 26 octobre 2017).

L'Autorité Palestinienne

La question de la coordination sécuritaire avec Israël

► Des sources palestiniennes ont réfuté des rapports dans les médias israéliens sur le renouvellement de la coordination de la sécurité entre Israël et l'AP. La coordination en matière de sécurité a été suspendue sur ordre de Mahmoud Abbas en Août 2017 suite à la crise du Mont du Temple :

◆ **Nabil Shaath, conseiller de Mahmoud Abbas pour les affaires étrangères et les relations internationales**, a déclaré que la direction palestinienne n'avait pas changé d'avis à propos de l'arrêt de la coordination en matière de sécurité, et qu'elle ne serait rétablie qu'après Israël aura rempli les conditions des accords d'Oslo et arrêté sa politique de colonisation (Dunia al-Watan, 26 octobre 2017).

◆ **Ahmed Majdalani, membre du comité exécutif de l'OLP**, a nié les rumeurs selon lesquelles la coordination en matière de sécurité avec Israël a été renouvelée. Il a

affirmé que la décision d'y mettre fin était toujours en vigueur (Dunia al-Watan, 28 octobre 2017)

◆ **Wasl Yusuf, également membre du comité exécutif de l'OLP**, a affirmé que la décision d'arrêter la coordination en matière de sécurité est toujours en vigueur et qu'aucune annonce officielle n'avait été faite par l'Autorité Palestinienne à ce sujet (quds.net, 29 octobre 2017).

Activités de propagande

Campagne palestinienne à l'occasion du 100^{ème} anniversaire de la Déclaration Balfour

► **Le 2 novembre 2017 marquera le 100^{ème} anniversaire de la Déclaration Balfour.**

L'Autorité Palestinienne a l'intention de lancer une vaste campagne qui comprendra des rassemblements et des manifestations en Judée-Samarie et dans **d'autres pays, y compris la Grande-Bretagne. Mahmoud al-'Alul, président adjoint du Fatah**, a déclaré à l'occasion d'une réunion des membres du comité central du Fatah que la Déclaration Balfour était "un crime contre le peuple palestinien." Les membres du comité ont demandé à la population palestinienne de protester de façon non violente (Télévision palestinienne, 30 octobre 2017).

► **En attendant, les Palestiniens ont critiqué la Grande-Bretagne pour la planification d'une cérémonie commémorative en présence de hauts responsables israéliens.** Les Palestiniens menacent également de poursuivre la Grande-Bretagne dans les tribunaux internationaux. Selon **Riyad al-Maliki, le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité Palestinienne**, si la Grande-Bretagne organise la cérémonie, l'AP prendra des mesures légales, conformément aux instructions de Mahmoud Abbas. Il a précisé que des préparatifs étaient en cours pour poursuivre la Grande-Bretagne afin de rétablir les droits du peuple palestinien et de corriger "l'erreur historique" (al-Araby al-Jadeed, 22 octobre 2017).



Caricature d'Ismail al-Bazam, critiquant les propos du Premier ministre britannique Theresa May : "Theresa May, nous sommes fiers de notre rôle dans la création (de l'Etat) d'Israël" (Page Facebook d'Ismail al-Bazam, 30 octobre 2017)

► Voici les déclarations des hauts responsables de l'AP sur la Déclaration Balfour :

◆ **Ahmed Majdalani, membre du conseil exécutif de l'OLP**, a déclaré que l'Angleterre avait trois choses à faire pour "réparer" la déclaration Balfour : présenter des excuses au peuple palestinien pour la Nakba [catastrophe] causée par la Déclaration Balfour, verser des réparations aux Palestiniens et reconnaître l'État palestinien. Il a dit que la direction palestinienne travaillait au niveau juridique pour poursuivre le gouvernement britannique (Dunia al-Watan, 18 octobre 2017).

◆ **Nabil Shaath, conseiller de Mahmoud Abbas pour les affaires étrangères et les relations internationales**, a assisté à une conférence de presse sur le centenaire de la Déclaration Balfour à Ramallah, organisée par l'OLP. Il a dit que les Palestiniens examinaient les moyens juridiques pour se plaindre des conséquences de la Déclaration Balfour et demander à la Grande-Bretagne d'indemniser les Palestiniens. Il n'a pas exclu la possibilité de faire appel auprès de la Cour pénale internationale et des tribunaux britanniques, mais a fait valoir que la question était toujours à l'étude. Il a ajouté que la Grande-Bretagne s'inquiète du fait que les autres peuples et pays, qui ont fait partie de l'empire colonial britannique, demandent également une indemnisation pour dommages et intérêts. Il a affirmé que les Britanniques sont également préoccupés par le fait que l'indemnisation des Palestiniens pour les dommages causés par la Déclaration Balfour puisse coûter des milliards de dollars (al-Watan, Anadolu News, 24 octobre ; Ma'an, 25 octobre 2017).

◆ **Shawan Jabarin, anciennement affilié au Front Populaire de Libération de la Palestine et actuellement chef d'al-Haq**, a déclaré qu'une **équipe juridique palestinienne étudie sérieusement la question du dépôt d'une plainte auprès du système judiciaire britannique concernant le mandat britannique et non pas la déclaration de Balfour**. Il a précisé qu'une opinion juridique serait rendue à propos de l'éventuelle réussite d'une telle démarche avec l'aide d'une équipe internationale de juristes, et qu'elle sera soumise à la direction palestinienne. Il a ajouté que l'étape suivante sera le dépôt d'une plainte auprès du système juridique britannique, et qu'une telle mesure sera accompagnée d'une vaste campagne médiatique (Dunia al-Watan, 23 octobre 2017).

◆ **Muhammad al-Laham, porte-parole de la commission nationale palestinienne du centenaire de la Déclaration Balfour**, a déclaré que le principal défilé se déroulera à Ramallah le 2 novembre 2017. Il partira de la place Yasser Arafat et finira en face du centre culturel britannique. Des défilés auront lieu à Naplouse, Hébron et d'autres villes, villages et camps de réfugiés. Une marche aura lieu à Bethléem le 1^{er} novembre 2017. **Un défilé est prévu vers le consulat britannique à Jérusalem**, et 100 000 lettres de protestation rédigées par les élèves dans différentes langues seront remises au consul. Les lettres sont destinées au gouvernement britannique (al-Anadolu News et Watan, 24 octobre, Ma'an, 25 octobre 2017).

Visite d'une délégation britannique à Hébron

► En vue de l'anniversaire de la Déclaration Balfour, **une délégation de 60 militants britanniques est arrivée à Hébron**. Leur objectif était de condamner la déclaration et de présenter des excuses au peuple palestinien. Ils sont arrivés à pied après avoir marché pendant 135 jours à partir de Londres à travers la France, la Suisse, l'Italie, la Turquie, la Grèce et la Jordanie, et sont entrés en Judée-Samarie par le terminal d'Allenby. La délégation a été reçue à Hébron par des militants palestiniens et des représentants du bureau du gouverneur du district de Hébron. Les forces de Tsahal ont empêché les membres d'entrer dans la rue Shuhadaa (fermée depuis 2000 pour les Palestiniens conformément à un ordre du commandant du Commandement central) (al-Bawaba News, 29 octobre 2017).

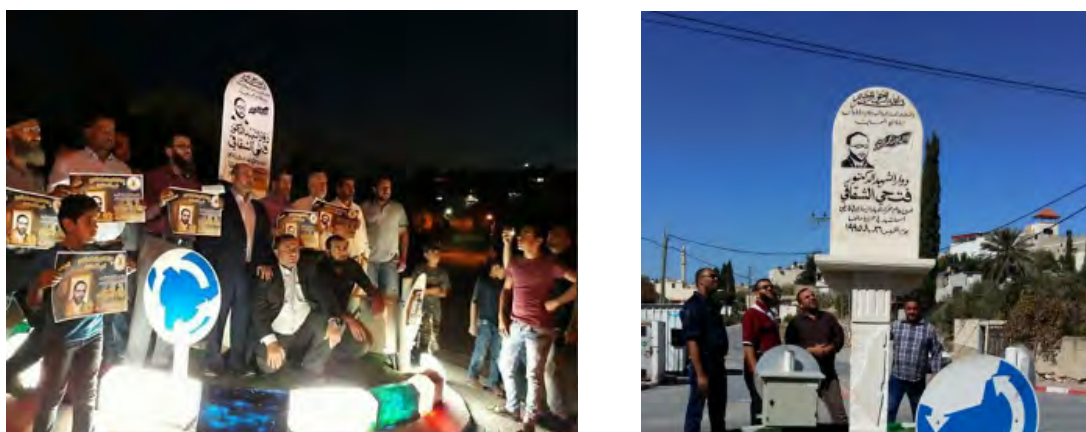


**Membres de la délégation britannique à Hébron
(Compte Twitter Palinfo, 29 octobre 2017)**

► La Campagne de Solidarité Palestine (Palestine Solidarity Campaign - PSC), une organisation anti-Israël britannique pro-palestinienne, a annoncé qu'elle allait organiser une marche et un rassemblement à Londres le 4 novembre 2017. Parmi les orateurs à la manifestation figureront Mustafa Barghouti et le représentant de l'AP en Grande-Bretagne.

Inauguration d'une place en mémoire de Fathi Shakaki

► Le JIP a inauguré une place dans le village d'Arabeh (Sud-Ouest de Jénine) en mémoire de Fathi Shakaki, le fondateur de l'organisation, à l'occasion du 22^{ème} anniversaire de sa mort. L'événement a été organisé en présence de **Khadr Adnan, haut responsable du JIP dans le Nord de la Samarie**. Il a également publié une invitation à la cérémonie sur sa page Facebook (Page Facebook de Khadr Adnan, 26 et 27 novembre 2017).



**Inauguration d'une place dans le village d'Arabeh en mémoire de Fathi Shakaki le fondateur du JIP. La cérémonie était dirigée par le haut responsable du JIP Khadr Adnan
(Paltoday, 28 octobre 2017)**